

HORECA

DES AIDES AUX RESTAURANTS pour supporter la boîte noire

▶ Le conseil des ministres a validé un plan de soutien au secteur horeca. Les réactions y sont plutôt positives

▶ D'ici la fin du mois, les exploitants d'établissements horeca dont le chiffre d'affaires en alimentation est supérieur à 10 % du total devront s'inscrire auprès du SPF Finances en tant qu'utilisateurs des boîtes noires. Ce matériel devra être installé pour le 1er janvier 2016. À partir de cette date, le fisc contrôlera la présence et l'utilisation de cette caisse.

En contrepartie de cette mesure qui vise à lutter contre le travail au noir, diverses mesures de soutien ont déjà été décidées : baisse de la TVA, extension des heures supplémentaires, régime de travail plus souple de

travail occasionnel et flexi-jobs. "Ces mesures vont dans le bon sens mais sont trop complexes", assure le Syndicat neutre des indépendants (SNI). "À première vue, ces mesures sont pleines de bonnes intentions, mais ne suffisent pas et vont sérieusement alourdir le processus administratif pour les gérants", précise Christine Mattheeuws, la présidente du SNI.

LE GOUVERNEMENT souhaite que la nouvelle caisse soit utilisée de manière "préventive" et non "répressive", a souligné le secrétaire d'État à la lutte contre la fraude sociale, Bart Tomme-

lein. "Il y a une volonté d'ouverture à se mettre autour de la table de la part du gouvernement. Ce n'est pas suffisant. Beaucoup d'efforts ont été faits sur les satellites mais peu pour les travailleurs en temps plein. En plus, cette caisse n'est vraiment pas adaptée à la réalité complexe du terrain", analyse Thierry Neyers, président de la fédération Horeca Wallonie. "Une charte sera donc conclue avec les services d'inspection fiscale et sociale afin que ceux-ci n'utilisent pas l'officialisation des emplois dans le secteur au moyen des caisses blanches en 2016 pour effectuer des contrôles systématiques sur le passé", indique un communiqué du ministre des Indépendants, Willy Borsus, et des secrétaires d'État Bart Tommelein et Elke Sleurs.

Pour M. Neyers, ce n'est que le

début des négociations. Le plan de ce vendredi est de bon augure mais les craintes ne sont pas pour autant apaisées. "Il y a

beaucoup de problèmes opérationnels sur le terrain. Je reçois au moins dix plaintes par jour. Nous devons donc nous mettre autour de la table avec les partenaires sociaux et le gouvernement pour adapter cette situation. Vu que la marche arrière n'est plus possible, il faudra clairement travailler ensemble pour calibrer cette législation qui est bien trop dangereuse pour le secteur."

J. C.



▶ Le 27 janvier dernier, les membres du secteur horeca avaient défilé à Bruxelles contre l'arrivée prochaine des caisses intelligentes. © BAUWERARTS